

Argentine : cinq ans après le soulèvement

samedi 27 janvier 2007, par [DIVÈS Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2007).

Que reste-t-il de la radicalité, de l'auto-organisation et des espoirs de l'« Argentinazo » ? Plus qu'il ne paraît. Et, bien qu'avec quelque retard, des effets positifs ont touché le mouvement ouvrier et la gauche révolutionnaire.

Sommaire

- [Reprise en main](#)
- [Du nouveau à gauche](#)

Dans la nuit du 19 au 20 décembre 2001, pour la première fois en Argentine (mais non en Amérique latine, où l'exemple était venu d'Équateur), un mouvement populaire largement spontané renversait un président élu, le radical Fernando de la Rúa. Celui-ci avait voulu instaurer l'état de siège afin de contenir la contestation sociale croissante de ses mesures néolibérales brutales, prises dans le cadre d'une crise économique et financière sans précédent. Des dizaines de milliers d'habitants de Buenos Aires et de sa banlieue convergèrent alors vers le palais présidentiel pour exiger « *qu'il s'en aille* ». Au petit matin, après des affrontements de rue d'une rare violence - cette nuit et les jours suivants, la répression fit au total 39 morts et plus de 2000 blessés dont 200 graves -, c'était chose faite. De la Rúa s'était enfui en hélicoptère après avoir remis son mandat.

Sur l'essentiel, la politique du Parti radical, alors au pouvoir, avait été soutenue par le parti péroniste (l'autre grande formation politique traditionnelle), la quasi-totalité des députés et sénateurs et tous les gouverneurs des États. C'est pourquoi l'exigence victorieuse que le président s'en aille devint celle « *qu'ils s'en aillent tous* » (« *que se vayan todos* ») : tous les politiciens agents du néolibéralisme, leurs partis et, avec eux, le pouvoir judiciaire, les militaires et les policiers à leurs ordres, sans oublier la bureaucratie syndicale corrompue et complice. Les institutions étaient en crise ouverte, au point que cinq présidents de la République se succédèrent en dix jours. La société, dans son ensemble, entra en effervescence.

Le mouvement des piqueteros - les chômeurs dont la principale forme de lutte est le « piquet » (blocage) - gagna en massivité et ses manifestations devinrent quasi quotidiennes. Quelque 300 assemblées populaires s'organisèrent dans les quartiers, principalement de la capitale fédérale et du Grand Buenos Aires, devenant des structures non seulement de remise en cause du pouvoir établi mais, à un niveau embryonnaire, de contre-pouvoir. Le mouvement des entreprises « *récupérées* » et « *sous gestion ouvrière* », remises en marche par les travailleurs sous leur contrôle après que les patrons ont plié bagage, connut une forte impulsion.

Reprise en main

Soutenu par toutes les fractions de la bourgeoisie, répondant au mouvement de masse avec un cocktail de concessions, répression et corruption/intégration, le chef du parti péroniste, Duhalde, finalement investi comme président intérimaire, parvint à tenir jusqu'à l'échéance de la nouvelle élection présidentielle, qui vit, en mai 2003, la victoire du péroniste « progressiste » Nestor

Kirchner. Entre-temps, faute d'une perspective politique, la mobilisation s'était progressivement résorbée.

Le reflux avait mis en évidence les limites du mouvement de 2001-2002. La plus importante, difficilement surmontable, a été l'absence dans la lutte (à l'exception du secteur très minoritaire des entreprises récupérées) du mouvement ouvrier organisé en tant que tel, à partir de ses lieux de travail. Les salariés de l'industrie et des services étaient en effet paralysés par la crainte de perdre leur emploi dans un contexte, produit des défaites des années précédentes, d'« hyperchômage », de perte des droits et d'horaires de travail à rallonge.

Mais des facteurs directement politiques ont également joué de l'intérieur même du mouvement. L'un est le poids extrêmement négatif qu'avait acquis l'idéologie « autonomiste » inspirée des thèses de Toni Negri et John Holloway (« *changer le monde sans prendre le pouvoir* »). L'autre, les pratiques ultra-autoproclamatoires et sectaires de l'extrême gauche, principalement trotskyste, aussi forte en Argentine qu'elle y est divisée.

Depuis son élection, Kirchner a bénéficié d'une conjoncture économique plus favorable, avec des taux de croissance annuels avoisinant les 10 %. Moyennant certaines mesures limitées (face aux crimes de la dictature ou à la dette extérieure) et, surtout, beaucoup de démagogie, il a pu se donner l'apparence - trompeuse - de défenseur d'un modèle économique différent, plus indépendant que les gouvernements précédents. Au cours de l'année 2006, il a cependant été confronté à des difficultés croissantes, au point de paraître, parfois, perdre totalement le contrôle des événements. Le système de domination ne s'est en fait pas remis de l'ébranlement de la fin 2001. En haut, rien n'est venu remplacer le vieux bipartisme moribond - avec un Parti radical réduit en miettes et un parti péroniste fracturé en une somme de féodalités - tandis qu'en bas, le respect des institutions s'est définitivement perdu, la révolte couvant en permanence.

Du nouveau à gauche

En 2005, à la faveur de la réactivation économique, les grèves ont fait leur réapparition et plusieurs d'entre elles, auto-organisées et très combatives, menées en opposition aux bureaucraties syndicales, ont été victorieuses (dans le métro de la capitale, par exemple). Ce nouveau dynamisme du mouvement ouvrier a eu une conséquence organisationnelle inédite, en permettant un début de regroupement national de l'opposition de gauche au sein des syndicats, dans le Mouvement intersyndical classiste (MIC). Parallèlement, la gauche révolutionnaire (en particulier trotskyste) a gagné des positions importantes dans le mouvement étudiant, où désormais elle dirige en particulier la Fédération universitaire de Buenos Aires.

Cette radicalité nouvelle - et davantage centrée sur le cœur du mouvement ouvrier - constitue, à n'en pas douter, un effet différé de décembre 2001. Mais ce n'est pas le seul. L'autre bonne nouvelle, alors même que l'autonomisme semble nettement refluer, victime de sa propre inanité, est qu'une brèche importante s'est ouverte dans le mur du sectarisme incapacitant qui caractérisait le trotskysme argentin. L'une de ses principales organisations, le Mouvement socialiste des travailleurs (MST), a engagé un processus de réflexion critique, sans renoncer (comme d'autres l'ont malheureusement fait) à combattre pour construire un parti enraciné dans la lutte de classe. Avec d'autres groupes de militants, provenant pour beaucoup de l'ancien PST-MAS, cette organisation a pris l'initiative d'un processus pour « *le regroupement de la gauche révolutionnaire* ». Les mêmes secteurs jouent un rôle moteur dans l'impulsion du MIC. Cinq ans après, c'est une autre raison de se réintéresser à la situation argentine.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2190 du 25 janvier 2007.